



Quand les gestionnaires fréquentent les réunions internationales

Trop petit mon ami

Démonstration à l'appui, Anada Tiéga plaide pour que les gestionnaires de terrain s'investissent davantage dans les travaux des conventions internationales.

Vue du terrain, la définition des politiques internationales peut apparaître comme nébuleuse. D'ailleurs, certains gestionnaires n'hésitent pas à affirmer que participer à des réunions internationales constitue une « perte de temps ». Pourtant, le lien n'est pas si ténu entre les politiques, législations, déclarations au sommet et l'action de terrain qui impose d'agir aux niveaux local, national et international. L'équilibre est encore à affiner, mais la participation à long terme des acteurs de terrain aux événements internationaux est un gage de cohérence (entre la pensée globale et l'action locale). C'est en effet là que prennent racine les grands projets, qui se concrétisent dans l'action, beaucoup plus tard.

Une dimension jamais égalée. Lorsque les médias ou le grand public parlent de conventions internationales pour l'environnement et le développement durable, ce sont souvent les « trois conventions de Rio » qu'ils évoquent: trois conventions nées au Brésil, durant le Sommet de la Terre qui a réuni cent huit chefs d'États et de gouvernement du 3 au 14 juin 1992. Ainsi, par une approche descendante, sont nées les conventions des Nations Unies: la convention sur la diversité biologique (CDB), la convention cadre sur les changements climatiques (CCC), la convention sur la lutte contre la désertification (UNCCD).

Dans le même temps, étaient signés d'importants accords dont l'Agenda 21, ou encore la Déclaration de Rio et les Principes sur les forêts. Autant d'éléments qui donnent à ces trois textes une dimension jamais égalée.

Au plus près du terrain. Il y a cependant d'autres conventions sur l'environnement. Nées dans les années 70, leurs approches sont plus soucieuses du terrain et elles mettent en avant le rôle des acteurs. Il en est ainsi de la convention de Ramsar sur les zones humides, des conventions sur le commerce des espèces en danger (Cites); sur le patrimoine mondial; sur les espèces migratrices (CMS). Malgré leur relative ancienneté, elles maintiennent des liens étroits entre environnement, développement, lutte contre la pauvreté, coopération transfrontalière et nécessité d'agir à tous les niveaux.

Deux types d'approches. N'en doutons point, ces deux types de textes sont complémentaires. La convention de Ramsar, par exemple, s'est progressivement enrichie de son expérience de terrain en synergie avec des politiques/stratégies et un cadre législatif et régle-



© Nexa Dufour - Ramsar



© Mila Llorens - Ramsar

1. DE GAUCHE À DROITE, ENTRETIEN ENTRE ANADA TIÉGA, LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE CAMEROUNAIS ET LE VICE-PREMIER MINISTRE, MINISTRE DE LA JUSTICE.
2 & 3. 36^e RÉUNION DU COMITÉ PERMANENT RAMSAR À GLAND (SUISSE).

mentaire qui font le lien entre gestionnaires de terrain et décideurs.

On observe aussi que les conventions les plus anciennes comme la Cites et la convention sur les espèces migratrices souffrent du manque d'attention de la part des médias et que, par voie de conséquence, leur importance a dû être mal perçue. En revanche, les conventions de Rio (souvent accompagnées de divergences nées d'intérêts multiples à sauvegarder) ont plus de mal à être traduites en actions par les gestionnaires de terrain. Certains partenariats en développement offrent une opportunité de synergie qui corrige progressivement ces écarts.

Trouver l'équilibre. Nous sommes encore loin, pourtant, des espoirs suscités. Ainsi la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement apparaît comme une solution unificatrice. Cependant, même si les conventions apportent de nouvelles options pour l'utilisation des terres et de l'eau (soutenant le développement dans un environnement sain et productif), leur mise en œuvre se heurte à de multiples obstacles. En effet, si les pays développés veulent satisfaire leurs besoins en énergie, les pays en développement sont à la recherche de la sécurité alimentaire. Le chemin est encore long vers un véritable partenariat à l'intérieur, et entre les États, afin d'atteindre une synergie entre les centres de décision et les terrains d'action. Raison de plus, pour les gestionnaires, de s'organiser pour « peser » et pour hanter, assidûment, les grandes réunions internationales. ■

ANADA TIÉGA
SECRETARE GÉNÉRAL RAMSAR

>>> Mél: Tiega@ramsar.org